



ALBIOMA

NOTRE NATURE EST PLEINE D'ÉNERGIE

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

Premier semestre de l'exercice 2014

TABLE DES MATIÈRES

1.	DÉCLARATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL.....	4
2.	ACTIVITÉ ET RÉSULTATS SUR LE PREMIER SEMESTRE 2014.....	5
2.1.	CHIFFRES CLÉS	5
2.1.1.	CHIFFRES FINANCIERS.....	5
2.1.2.	MW EN EXPLOITATION ET GWH PRODUITS	5
2.1.3.	TAUX DE DISPONIBILITÉ	6
2.2.	FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE	6
2.2.1.	FRANCE – ACTIVITÉ BIOMASSE THERMIQUE	6
2.2.2.	FRANCE ET EUROPE DU SUD – ACTIVITÉ SOLAIRE.....	8
2.2.3.	FRANCE – ACTIVITÉ BIOMÉTHANISATION.....	8
2.2.4.	MAURICE	9
2.2.5.	BRÉSIL	9
2.2.6.	HOLDING.....	10
2.3.	COMMENTAIRES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS SEMESTRIELS	10
2.3.1.	LE COMPTE DE RÉSULTAT	10
2.3.2.	LE TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE	14
2.3.3.	LA STRUCTURE FINANCIÈRE	15
2.4.	PERSPECTIVES ET OBJECTIFS	16
3.	RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE.....	17
4.	COMPTES CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS AU 30 JUIN 2014.....	19
A.	COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ RÉSUMÉ	19
B.	ÉTAT DE RÉSULTAT GLOBAL	20
C.	BILAN CONSOLIDÉ RÉSUMÉ.....	21
D.	TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES	23

E.	TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS.....	24
F.	NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS	25
1.	FAITS MARQUANTS DE LA PÉRIODE	25
2.	BASES DE PRÉPARATION DES COMPTES ET MÉTHODES COMPTABLES.....	27
3.	ÉVOLUTION DU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION	29
4.	SECTEURS OPÉRATIONNELS	30
5.	PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES	32
6.	CHARGES DE PERSONNEL.....	32
7.	CHARGES D'EXPLOITATION.....	32
8.	AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNELS	33
9.	COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER.....	33
10.	AUTRES CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS.....	33
11.	IMPÔTS	34
12.	ÉCARTS D'ACQUISITION.....	35
13.	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	35
14.	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	35
15.	PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES ASSOCIÉES ET LES CO- ENTREPRISES.....	36
16.	ACTIFS FINANCIERS	36
17.	CLIENTS ET COMPTES RATTACHÉS	37
18.	STOCKS.....	37
19.	AUTRES ACTIFS COURANTS	37
20.	CAPITAL ET ACTIONS POTENTIELLES	37
21.	DETTES FINANCIÈRES	40
22.	PROVISIONS	41
23.	INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS	42
24.	FOURNISSEURS.....	42
25.	AUTRES PASSIFS COURANTS	42
26.	DETTES FISCALES ET SOCIALES.....	42
27.	ENGAGEMENTS HORS BILAN	43
28.	GESTION DES RISQUES ET DU CAPITAL	43
29.	PARTIES LIÉES	43
30.	ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE.....	43
31.	ÉTATS DE PASSAGE DES COMPTES PUBLIÉS AUX COMPTES RETRAITÉS	44

1. DÉCLARATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE DU RAPPORT FI- NANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité figurant en page 5 présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

FAIT À PARIS LA DÉFENSE, LE 23 JUILLET 2014.

JACQUES PÉTRY
PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL

2. ACTIVITÉ ET RÉSULTATS SUR LE PREMIER SEMESTRE 2014

2.1. CHIFFRES CLÉS

2.1.1. CHIFFRES FINANCIERS

<i>En millions d'euros</i>	1^{er} semestre 2014	1^{er} semestre 2013 retraité¹
Chiffre d'affaires	166,7	183,5
EBITDA ²	64,1	75,4
Résultat net part du Groupe des activités poursuivies ²	20,7	22,6

Notes

- Le compte de résultat du premier semestre 2013 a été retraité afin d'intégrer l'effet de l'application des normes IFRS 10 « États financiers consolidés » et IFRS 11 « Partenariats » (voir la note 2.2 « Méthodes comptables » des comptes consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2014 figurant au chapitre 4 du présent rapport) ainsi que le reclassement en résultat opérationnel de la quote-part de résultat net des entreprises associées (voir la note 2.3 « Principe de présentation de l'information semestrielle » des comptes consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2014 figurant au chapitre 4 du présent rapport).
- Les résultats 2013 intégraient des éléments de rétroactivité au titre des années 2010, 2011 et 2012 obtenus dans le cadre de la signature de nouveaux avenants avec EDF, ainsi que des exceptionnels à hauteur de 13,8 millions d'euros au niveau de l'EBITDA et de 6,3 millions d'euros au niveau du résultat net part du Groupe des activités poursuivies. Les résultats 2014 intègrent des éléments exceptionnels à hauteur de 4 millions d'euros au niveau de l'EBITDA et 3 millions d'euros au niveau du résultat net part du Groupe.

2.1.2. MW EN EXPLOITATION ET GWH PRODUITS

	S1 2014	S1 2013	Var.	S1 2014	S1 2013	Var.
Albioma Bois-Rouge	108	108	-	306,3	350,3	-44,0
Albioma Le Gol	122	122	-	398,4	393,5	4,9
Albioma Le Moule	64	64	-	167,0	198,7	-31,7
Albioma Galion	40	40	-	26,8	60,6	-33,7
Albioma Caraïbes	38	38	-	107,4	97,6	9,8
Biomasse Thermique hors Maurice	372	372	-	1 006,0	1 100,7	-94,7
OTEO La Baraque	90	90	-	238,6	234,9	3,7
Terragen	70	70	-	209,1	201,5	7,6
OTEO Saint-Aubin	35	35	-	124,1	114,2	9,8
Biomasse Thermique Maurice	195	195	-	571,8	550,6	21,2
Biomasse Thermique Brésil	60	0	60,0	28,7	0,0	28,7
Biomasse Thermique	627	567	60,0	1 606,5	1 651,4	-44,8
Départements d'Outre-Mer	58	57	0,5	38,5	37,6	0,9
Hors France	4	4	0,0	3,3	3,4	-0,1
France métropolitaine	8	8	0,0	5,2	5,1	0,0
Solaire	70	70	0,5	46,9	46,1	0,8
Tiper Méthanisation	2	0	2,1	5,0	0,0	5,0
Cap'ter Méthanisation	1	0	0,5	0,4	0,0	0,4
Biométhanisation	3	0	2,6	5,4	0,0	5,4
Total Groupe	700	637	63,1	1 658,8	1 697,5	-38,7

2.1.3. TAUX DE DISPONIBILITÉ

	1 ^{er} semestre 2014	1 ^{er} semestre 2013
Albioma Bois-Rouge	77,7%	84,3%
Albioma Le Gol	92,5%	89,0%
Albioma Le Moule	84,7%	98,7%
Albioma Caraïbes	97,7%	89,0%
Albioma Galion	94,7%	93,9%
Total départements d'Outre-Mer	87,6%	89,9%
Terragen	89,6%	86,0%
OTEO Saint-Aubin	97,1%	92,9%
OTEO La Baraque	90,5%	89,0%
Total Maurice	91,3%	88,6%
Total Groupe	88,8%	89,5%

2.2. FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

Les faits marquants du premier semestre 2014 ont été les suivants.

2.2.1. FRANCE – ACTIVITÉ BIOMASSE THERMIQUE

2.2.1.1. BONNE RÉSILIENCE DE L'ACTIVITÉ

Au 30 juin 2014, la puissance thermique installée dans l'Outre-Mer français reste stable par rapport au premier semestre 2013, à 372 MW pour les centrales des départements d'Outre-Mer.

Le taux de disponibilité est légèrement dégradé par rapport au premier semestre 2013 (87,6 % comparé à 89,9 %) du fait d'incidents techniques survenus sur les centrales de Bois-Rouge à La Réunion (dysfonctionnement d'un groupe turbo-alternateur) et du Moule en Guadeloupe (court-circuit d'un stator alternateur). Du fait de l'indisponibilité de la centrale du Moule, l'arrêt d'Albioma Caraïbes, initialement prévu au mois de mai, a été reporté sur le second semestre.

En Martinique, le taux d'appel de la centrale de pointe du Galion est revenu à des niveaux normaux (16,3 % comparé à 37,1 % sur le premier semestre 2013) à la suite de la mise en service de nouvelles installations par EDF sur la fin de l'année 2013.

La production Biomasse Thermique France est en retrait de 9 % par rapport à celle de 2013 sur l'ensemble des centrales notamment du fait des incidents techniques survenus sur les centrales de Bois-Rouge et du Moule et du retour à la normale du taux d'appel de la centrale de pointe.

2.2.1.2. ÉVOLUTION DU CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET RÉGLEMENTAIRE

Le prix du charbon a diminué de 12 % par rapport au premier semestre de l'année précédente. Il est ainsi passé en moyenne pour le Groupe de 88 euros/tonne au premier semestre 2013 à 77 euros/tonne au premier semestre 2014. Ce mouvement a impacté défavorablement le chiffre d'affaires du Groupe (-3,8 millions d'euros) mais reste sans effet direct sur la marge du fait de l'indexation contractuelle du prix de vente de l'électricité sur le coût du combustible.

Concernant le CO₂, un accord conclu au cours du premier semestre 2014 avec EDF acte la suppression de la franchise pour Albioma Caraïbes. Les contrats entre toutes les centrales thermiques des

départements d'Outre-Mer et EDF assurent donc désormais une refacturation mensuelle à EDF des coûts résultant des achats de quotas à effectuer sur le marché, hors les éventuelles commissions de transaction et après rétrocession des quotas gratuits acquis dans le cadre de leur activité de cogénération. Un Arrêté Ministériel du 24 janvier 2014 a en effet désigné les centrales de Bois Rouge, du Gol et du Moule comme attributaires de quotas de CO₂ gratuits pour la période 2013-2020 de par leur activité de cogénération (dont 290 000 tonnes au titre des exercices 2013 et 2014).

À la suite des nouvelles dispositions réglementaires du 1^{er} juillet 2012 relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), le Groupe a constitué au 30 juin 2014 des dépôts auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations au titre des garanties financières destinées à assurer la mise en sécurité du site, l'évacuation et le traitement des produits et déchets dangereux des cinq centrales thermiques existantes pour 0,1 million d'euros (représentant 20 % du coût, le reste devant être doté à hauteur de 20 % par an pendant les quatre années suivantes). Le montant de ces garanties financières figure en engagements hors bilan.

2.2.1.3. DÉVELOPPEMENT DE PROJETS

Le Groupe maintient sa politique de croissance dans l'Outre-mer français avec deux projets innovants de centrales de base, Galion 2 en Martinique et Marie-Galante en Guadeloupe. Ces deux centrales seront en effet basées sur un nouveau modèle puisqu'elles utiliseront de la biomasse en complément de la bagasse et ne conserveront le charbon que par sécurité. Ces deux projets, qui bénéficient d'un fort soutien des populations locales et des élus, vont permettre de mettre en place une filière de biomasse locale qui sera complétée par de la biomasse importée d'Amérique du Nord et du Brésil. Le projet Galion 2 en Martinique, qui représente un investissement de 180 millions d'euros pour 38 MW installés, a obtenu toutes les autorisations d'exploiter et les permis nécessaires et un accord de principe a été trouvé avec EDF pour la transformation du contrat bagasse/charbon en contrat bagasse/biomasse. La validation est en cours auprès de la Commission de Régulation de l'Énergie (CRE) pour une mise en service prévue fin 2016. Pour le projet Marie-Galante en Guadeloupe, qui représente un investissement de 80 millions d'euros pour 13 MW installés, les demandes de permis et autorisations sont engagées. La mise en service de l'unité est prévue en 2018.

Albioma est lauréat de l'appel d'offres lancé fin 2013 par EDF pour le projet d'un moyen de production de pointe dans le Sud de La Réunion (40 MW) qui représente un investissement de 45 millions d'euros. Cette unité, destinée à répondre aux besoins croissants en électricité du Sud de l'île, sera détenue à 51 % par Albioma et à 49 % par ses partenaires sucriers. Elle sera la première centrale de pointe française bicombustible fonctionnant à la biomasse, avec pour principal biocarburant l'éthanol de distillerie de mélasses fourni par les partenaires sucriers réunionnais et mauriciens du Groupe. À terme, elle devrait également utiliser des biocarburants de troisième génération issus de la production de micro-algues, développée en partenariat avec la société réunionnaise Bioalgotral. Du fioul léger pourra également être utilisé en complément. Un contrat d'une durée de 25 ans sera signé avec EDF. La validation de celui-ci est en cours auprès de la Commission de Régulation de l'Énergie (CRE) pour une mise en service de l'unité prévue au second semestre 2016.

Par ailleurs, conformément à de nouvelles normes liées à l'environnement s'appliquant à tous les producteurs d'électricité, Albioma va investir, d'ici à 2020, environ 200 millions d'euros dans ses centrales thermiques dans l'Outre-Mer français et mettra en œuvre des solutions performantes et économiques. Des négociations ont été initiées avec EDF pour ajuster les contrats de vente d'électricité sur la base de la rémunération des capitaux engagés fixée par la réglementation.

2.2.1.4. SOCIAL

L'activité du semestre s'est déroulée dans un bon climat social.

2.2.2. FRANCE ET EUROPE DU SUD – ACTIVITÉ SOLAIRE

2.2.2.1. ACTIVITÉ SOLAIRE TRÈS PERFORMANTE

L'activité Solaire, située principalement dans l'Outre-Mer français, bénéficie d'un très fort ensoleillement et de tarifs d'achat supérieurs aux tarifs de France métropolitaine.

La production d'électricité photovoltaïque est en hausse de 2 % à 46,9 GWh. Les centrales de l'Océan Indien et de la Guyane ont bénéficié d'excellentes conditions d'ensoleillement et de fonctionnement.

À Mayotte, une petite centrale de 0,1 MWh a été mise en service en juin 2014 (Hyper Discount 2).

À la suite de l'incendie survenu le 6 novembre 2013, le poste technique 2 de Lasalle a été remis en service le 21 février 2014 et l'installation est à nouveau pleinement opérationnelle.

2.2.2.2. ÉVOLUTION DU CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET RÉGLEMENTAIRE

Il n'y a pas eu d'évolution significative en France au cours de l'année 2014.

En Espagne, le Décret Royal relatif aux tarifs de l'électricité photovoltaïque a été révisé le 10 juin 2014. La nouvelle loi fixe un chiffre d'affaires par installation afin de délivrer une rentabilité « raisonnable », en fonction de la taille globale de l'installation, de la date de mise en service et de la localisation géographique. En outre un coefficient a été introduit visant à étaler le déficit de production électrique du marché espagnol, et permettant à l'État espagnol de ne payer qu'une partie de la production reçue, le reste étant payé sous un délai de 6 mois à 2 ans. Ce nouveau Décret devrait avoir un effet marginal sur la rentabilité des installations basées en Espagne.

2.2.2.3. DÉVELOPPEMENT DE PROJETS

La construction de la centrale photovoltaïque avec batteries à La Réunion (Leclerc - 1MW) est achevée et cette unité doit être mise en service au mois d'août 2014.

Un autre projet photovoltaïque avec batteries en Guyane (2MW) est en phase administrative et cette unité devrait être mise en service en 2015.

2.2.3. FRANCE – ACTIVITÉ BIOMÉTHANISATION

2.2.3.1. OPTIMISATION DES PROCESSUS INDUSTRIELS

La centrale Tiper Méthanisation (2 MW), basée à Thouars dans les Deux-Sèvres, et la centrale Cap'ter Méthanisation (1 MW) à Saint-Varent dans les Deux-Sèvres, poursuivent leur montée en charge avec pour objectif d'atteindre une pleine puissance au deuxième semestre 2014.

Les aménagements extérieurs et le montage des installations de la centrale Sainter Méthanisation (0,5 MW) à Saint-Hermine en Vendée se poursuivent et la construction de la centrale UMAP (1 MW dans les Ardennes) a commencé. La construction d'une nouvelle unité devrait débuter sur le second semestre.

Les processus industriels sont en cours d'optimisation et de nouveaux projets seront engagés lors de l'atteinte de la pleine capacité des premières installations et après la validation de la rentabilité des centrales existantes.

2.2.4. MAURICE

Au 30 juin 2014, la puissance thermique des centrales mauriciennes s'élève à 195 MW (les centrales mauriciennes sont mises en équivalence), stable par rapport à 2013.

Le taux de disponibilité en hausse à 91,3 % comparé à 88,6 % au premier semestre 2013 traduit la bonne performance des installations exploitées par Albioma. La production est en hausse de 4 %.

En conformité avec la recommandation de l'Autorité des Marchés Financiers, le Groupe a pris la décision de présenter en résultat opérationnel (EBITDA et EBIT) le résultat des entreprises consolidées selon la méthode de mise en équivalence (les entités mauriciennes sont détenues à 25 % par Albioma). Afin d'assurer la comparabilité des périodes présentées, le compte de résultat du premier semestre 2013 a été retraité selon cette nouvelle présentation.

2.2.5. BRÉSIL

2.2.5.1. ACQUISITION DE RIO PARDO TERMOELÉTRICA

Après l'ouverture d'un bureau local en juillet 2013, Albioma a acquis en mars 2014 la société Rio Pardo Termoelétrica, une unité de cogénération située dans l'État de São Paulo. La centrale, implantée sur une zone très favorable à la culture de la canne à sucre, fonctionne toute l'année avec la bagasse récoltée sur 9 mois. Cette unité, mise en service en 2009, possède des équipements robustes et affiche une puissance installée de 60 MW comparable à celles des autres centrales du Groupe. Elle est adossée à une sucrerie qui traite aujourd'hui 2,1 millions de tonnes de canne à sucre par an, garantissant ainsi l'approvisionnement en bagasse de la centrale tout au long de l'année. L'expertise unique d'Albioma permettra d'améliorer fortement l'efficacité énergétique de l'outil existant qui exportera à terme 160 GWh d'électricité vers le réseau par an.

L'acquisition de 100 % des actions de l'unité de cogénération a été finalisée le 31 mars 2014. Cette opération, financée à 50 % en dette locale et le reste en fonds propres, apporte une contribution positive tant au niveau de l'EBITDA que du résultat net part du Groupe dès le premier semestre 2014.

2.2.5.2. EXCELLENT DÉMARRAGE DE LA CENTRALE

L'installation a été prise en main par les équipes d'Albioma à compter du 31 mars et a rapidement démarré afin de pouvoir accompagner le début de la campagne sucrière le 22 avril ainsi que la montée en charge de la sucrerie. Le début de campagne s'est révélé très positif avec une montée rapide de la sucrerie à 12 000 tonnes de cannes par jour. Dans un excellent climat de partenariat entre les équipes sur le site, des progrès significatifs ont été réalisés sur l'installation de cogénération qui fonctionne depuis lors avec une très bonne disponibilité (99,8 %).

Un système de séparation paille/canne a été mis en service le 29 mai afin d'optimiser les rendements qui sont en ligne avec les objectifs à deux ans.

28,7 GWh ont été produits depuis le début de la campagne grâce à la bonne maîtrise technique des équipements soit une production mensuelle moyenne d'environ 13 GWh par mois. Pour le premier semestre, le Groupe a vendu sa production électrique sur le marché spot en bénéficiant de tarifs particulièrement élevés (590 reals/MWh en moyenne).

Afin de profiter des tarifs élevés liés à la sécheresse et au niveau bas des réservoirs hydroélectriques, des contrats ont été conclus avec des industriels à des prix définis à l'avance et ce pour le second semestre 2014, et les années 2015 et 2016. Environ 60 % de la production attendue a été vendue à prix fixe, permettant ainsi d'apporter aux prêteurs le confort demandé pour le financement de l'acquisition, de limiter l'exposition au risque de défaut de fourniture et de pouvoir bénéficier des niveaux de prix spot pour l'énergie non-contractualisée.

2.2.5.3. DÉVELOPPEMENT DE PROJETS

Fort de sa première acquisition, le Groupe confirme les nombreuses opportunités d'acquisition ou de construction d'unités de cogénération en partenariat avec les industriels sucriers brésiliens, et compte réaliser un nouveau projet tous les 12 à 18 mois.

2.2.6. HOLDING

Le siège social du Groupe a été transféré de l'immeuble Le Monge à la Tour Opus¹² située sur le parvis de La Défense le 10 mars 2014.

À la suite de la signature d'un accord transactionnel, le litige avec un fournisseur portant sur la fourniture de panneaux photovoltaïques aux sociétés du groupe Albioma dans le cadre de projets datant de 2007 est désormais clos.

Albioma a annoncé le placement privé d'une émission obligataire « Euro PP » d'un montant total de 80 millions d'euros à échéance décembre 2020, assortie d'un coupon annuel de 3,85 %. Cette opération a permis de refinancer dans de très bonnes conditions la dette *corporate* long terme existante arrivant à échéance en février 2015, d'allonger significativement sa maturité et de diversifier les sources de financement du Groupe au service de la stratégie de croissance ambitieuse des prochaines années. Les obligations ont été souscrites auprès d'investisseurs institutionnels européens. Simultanément, Albioma a renouvelé ses lignes de financements bancaires court terme sous forme d'un crédit renouvelable confirmé de 40 millions d'euros.

L'Assemblée Générale du 27 mai 2014 a approuvé la mise en place d'un nouveau plan d'attribution gratuite d'actions pour les dirigeants et les salariés de l'ensemble du Groupe.

2.3. COMMENTAIRES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS SEMESTRIELS

2.3.1. LE COMPTE DE RÉSULTAT

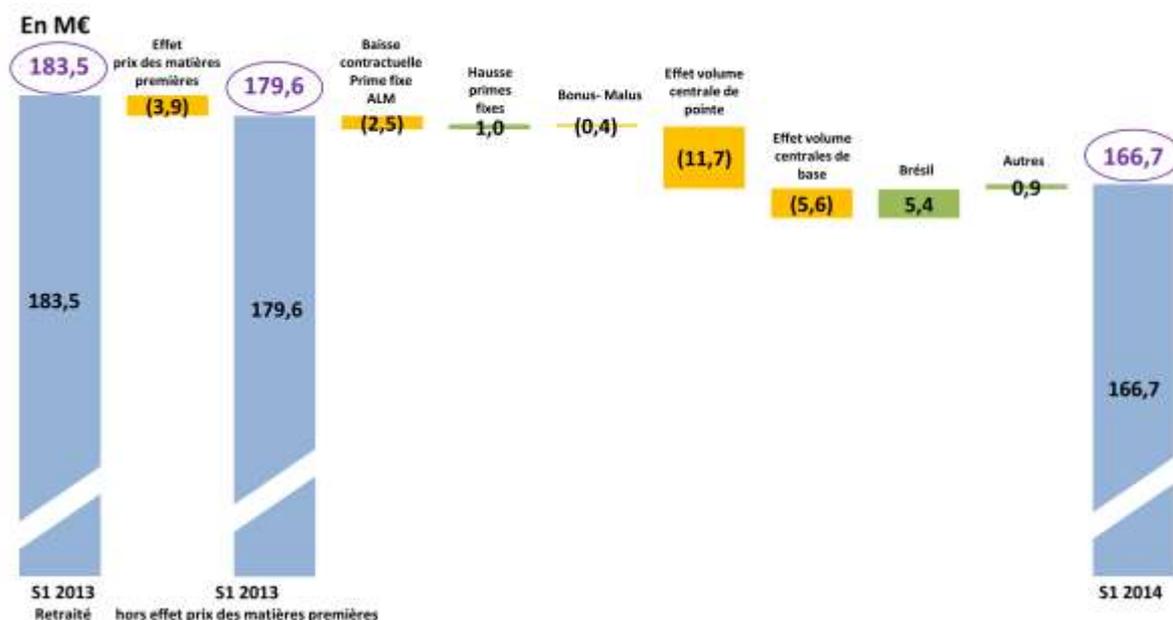
2.3.1.1. CHIFFRE D'AFFAIRES

<i>En millions d'euros</i>	1^{er} semestre 2014	1^{er} semestre 2013 retraité¹	Var.
France - Biomasse Thermique	140,4	162,9	-14%
France et Europe du Sud - Solaire	20,1	18,9	+6%
Brésil	5,4	-	-
Holding et autres	0,8	1,6	-
Chiffre d'affaires	166,7	183,5	-9%

Notes

- Le chiffre d'affaires du premier semestre 2013 a été retraité afin d'intégrer l'effet de l'application des normes IFRS 10 « États financiers consolidés » et IFRS 11 « Partenariats » (voir la note 2.2 « Méthodes comptables » des comptes consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2014 figurant au chapitre 4 du présent rapport) ainsi que le reclassement en résultat opérationnel de la quote-part de résultat net des entreprises associées (voir la note 2.3 « Principe de présentation de l'information semestrielle » des comptes consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2014 figurant au chapitre 4 du présent rapport).

Le chiffre d'affaires est en baisse de 9 % par rapport au premier semestre 2013. La variation se décompose comme suit :



Hors effet prix des matières premières de -3,9 millions d'euros (dont -3,8 millions d'euros liés au charbon), principalement du fait de la baisse du prix du charbon entre les premiers semestres 2014 et 2013, mais sans effet direct sur la marge du fait de l'indexation contractuelle du prix de vente de l'électricité sur le coût de combustible, le chiffre d'affaires est en baisse de 7 % du fait :

- de la baisse contractuelle de la prime fixe de la centrale thermique du Moule,
- de l'augmentation des malus de 0,4 million d'euros et d'un effet volume thermique pour les centrales de base de -5,6 millions d'euros notamment à la suite des incidents techniques survenus sur les centrales de Bois-Rouge et du Moule au cours du premier semestre ayant conduit à des arrêts fortuits,
- d'un effet négatif de 11,7 millions d'euros lié au retour à la normale du taux d'appel de la centrale de pointe du Galion,

compensés partiellement par :

- l'indexation des contrats de vente d'électricité,
- l'intégration du chiffre d'affaires du Brésil porté par une bonne performance opérationnelle et des prix de vente élevés,
- et une hausse de la production photovoltaïque de 2%.

2.3.1.2. EBITDA

L'EBITDA du premier semestre 2013 intégrait des éléments de rétroactivité et des charges exceptionnelles pour un montant de 13,8 millions d'euros (y compris 0,2 million d'euros relatifs aux sociétés mises en équivalence). L'EBITDA du premier semestre 2014 intègre des éléments exceptionnels pour 4,0 millions d'euros.

Hors rétroactivité et charges exceptionnelles, l'EBITDA s'établit à 60,1 millions d'euros, en légère baisse de 3 % par rapport au premier semestre 2013. Cette diminution s'explique comme suit :



À périmètre comparable (hors rétroactivité et exceptionnels), l'EBITDA de l'activité Biomasse Thermique France est en retrait de 4,7 millions d'euros par rapport au premier semestre 2013. Cette baisse est notamment due à la baisse contractuelle de 2,5 millions d'euros de la prime fixe de la centrale du Moule, à l'effet des incidents techniques sur le niveau de bonus et au retour à la normale du taux d'appel de la centrale de pointe du Galion.

Grâce à l'excellent démarrage de la centrale de Rio Pardo Termoélectrica, l'activité au Brésil a contribué à hauteur de 3,0 millions d'euros sur le semestre.

L'EBITDA de l'activité Solaire est également en hausse significative du fait des excellentes conditions d'ensoleillement sur l'ensemble des zones. Le poste technique 2 de la centrale de Lasalle détruit par un incendie en novembre 2013 a été remis en service début 2014.

2.3.1.3. DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS, PROVISIONS ET RÉSULTAT FINANCIER

La baisse des dotations aux amortissements et provisions à 20,3 millions d'euros s'explique notamment par les provisions pour risques et dépréciations d'actifs enregistrées en 2013.

La baisse des charges financières est essentiellement liée à l'évolution des taux d'intérêts et à la diminution de l'encours de dettes hors Brésil à la suite des remboursements de dettes intervenus sur la période. Le remboursement de la dette brésilienne n'est effectif que depuis le 23 mai 2014.

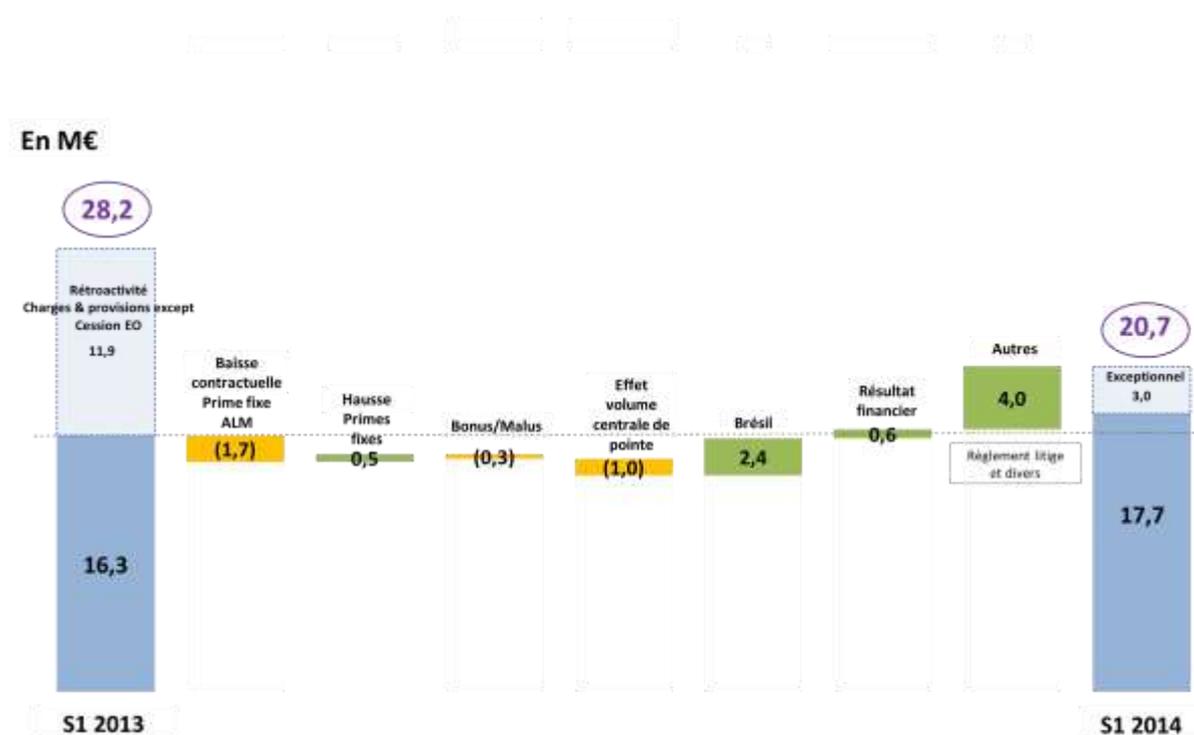
2.3.1.4. CHARGE D'IMPÔT

La charge fiscale s'établit à 10,1 millions d'euros, correspondant à un taux effectif d'impôt (hors quote-part du résultat net des entreprises associées) de 31,6 %, à comparer à une charge de 14,9 millions d'euros au 30 juin 2013, correspondant à un taux effectif d'impôt de 37,7 %. Les effets des différences de taux d'impôt proviennent essentiellement de l'écart entre le taux de droit commun en France de 33^{1/3} % et le taux applicable au Brésil. Hors Brésil, le taux d'impôt ressort à 33,6 %.

2.3.1.5. LE RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ PART DU GROUPE

Au premier semestre 2013, le résultat net part du Groupe publié s'élevait à 28,2 millions d'euros. Ce résultat incluait la plus-value liée à la cession de l'activité Éolien en février 2013 pour 5,6 millions d'euros ainsi que les éléments de rétroactivité perçus dans le cadre de la signature de nouveaux avenants avec EDF et des charges et provisions exceptionnelles pour 6,3 millions d'euros. Hors plus-value, rétroactivité et éléments exceptionnels, le résultat net part du Groupe ressortait à 16,3 millions d'euros.

Au premier semestre 2014, le résultat net consolidé part du Groupe s'établit à 20,7 millions d'euros.



2.3.2. LE TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

<i>En millions d'euros</i>	1^{er} semestre 2014	1^{er} semestre 2013 retrai- té¹
Capacité d'autofinancement	64,6	74,9
Variation de besoin en fonds de roulement	(8,9)	(6,6)
Impôts décaissés	(17,3)	(10,3)
Flux net de trésorerie opérationnelle	38,4	58,1
Capex de maintenance	(7,7)	(3,8)
Free cash-flow d'exploitation	30,7	54,3
Capex de développement	(9,0)	(9,7)
Autres/Acquisitions/Cessions	(38,7)	18,6
Flux de trésorerie d'investissement (hors mainte- nance)	(47,7)	8,9
Dividendes versés aux actionnaires Albioma SA	-	-
Emprunts (augmentations)	99,1	15,0
Emprunts (remboursements)	(72,8)	(59,3)
Coût de l'endettement financier	(10,9)	(11,8)
Autres	-	(5,6)
Flux net de trésorerie de financement	15,5	(61,7)
Effet de change sur la trésorerie et autres variations	1,0	-
Variation nette de la trésorerie	(0,5)	1,5
Trésorerie d'ouverture	104,3	78,7
Trésorerie de clôture	103,8	80,2

Notes

1. Les flux de trésorerie du premier semestre 2013 ont été retraités afin d'intégrer l'effet de l'application des normes IFRS 10 « États financiers consolidés » et IFRS 11 « Partenariats » (voir la note 2.2 « Méthodes comptables » des comptes consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2014 figurant au chapitre 4 du présent rapport) ainsi que le reclassement en résultat opérationnel de la quote-part de résultat net des entreprises associées (voir la note 2.3 « Principe de présentation de l'information semestrielle » des comptes consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2014 figurant au chapitre 4 du présent rapport).

2.3.2.1. LES FLUX DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉS PAR LES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES

Ces flux se sont élevés à 38,4 millions d'euros sur le premier semestre 2014 contre 58,1 millions d'euros au premier semestre 2013. Cette augmentation résulte principalement de :

- la baisse de la capacité d'autofinancement de 10,3 millions d'euros en lien avec la variation constatée de l'EBITDA qui incluait des éléments de rétroactivité en 2013,
- la variation négative du besoin en fonds de roulement lié à la baisse des dettes fournisseurs, à la légère augmentation des stocks et à l'augmentation des crédits clients,
- la hausse de l'impôt décaissé en lien avec les résultats de l'année 2013.

2.3.2.2. LES FLUX DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉS PAR LES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Ces flux se décomposent entre :

- les dépenses d'investissement d'exploitation : il s'agit des dépenses d'investissements sur les centrales en exploitation, essentiellement Biomasse thermique dans le cadre du programme de travaux et d'investissement d'entretien, maintenance, réparation, optimisation et modernisation engagé depuis 2009. Elles se sont élevées à 7,7 millions d'euros à comparer à 3,8 millions d'euros au cours du premier semestre 2013. Cette hausse est liée au décalage d'une partie du programme d'investissement de maintenance prévu en 2013 sur 2014 ;
- les dépenses d'investissement de développement : elles se sont élevées à 8,9 millions d'euros à comparer à 9,7 millions d'euros au cours du premier semestre 2013. Elles concernent notamment les investissements dans les centrales de Biométhanisation, les frais engagés dans le cadre du projet Galion 2, et les investissements dans des installations photovoltaïques ;
- les dépenses liées à l'acquisition de la centrale Rio Pardo Termoeléctrica au Brésil.

Le *free cash-flow* (flux de trésorerie généré par l'activité opérationnelle déduction faite des investissements d'exploitation) s'établit à 30,7 millions d'euros sur le premier semestre 2014 à comparer à 54,3 millions d'euros sur la même période de 2013 (qui incluait des éléments de rétroactivité et exceptionnels).

2.3.2.3. LES FLUX DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉS PAR LES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

Ces flux se sont élevés à 15,5 millions d'euros contre -61,7 millions d'euros sur le premier semestre 2013.

99,1 millions d'euros de nouveaux emprunts ont été émis en 2014, notamment dans le cadre du refinancement de la Holding (Euro PP) et de l'acquisition de la centrale de Rio Pardo Termoeléctrica financée en partie par l'émission d'un nouvel emprunt auprès de banques locales.

Parallèlement, les remboursements d'emprunts se sont élevés à 72,8 millions d'euros contre 59,3 millions d'euros sur le premier semestre 2013 incluant, dans le cadre du refinancement de la holding, le remboursement anticipé de l'emprunt précédent qui arrivait à échéance en février 2015.

2.3.3. LA STRUCTURE FINANCIÈRE

Au 30 juin 2014, les capitaux propres s'élèvent à 387,0 millions d'euros, contre 393,6 millions d'euros au 31 décembre 2013.

L'endettement financier brut est de 560 millions d'euros en hausse par rapport au 31 décembre 2013 où il s'établissait à 520 millions d'euros. Il est composé de dettes projet à hauteur de 480 millions d'euros en hausse de 2 % par rapport au 31 décembre 2013, notamment du fait de l'emprunt contracté dans le cadre de l'acquisition de la centrale de Rio Pardo Termoeléctrica. La dette *corporate* ressort à 80 millions d'euros, en hausse de 51 % à la suite de l'émission d'un emprunt obligataire Euro PP pour un montant de 80 millions d'euros venu se substituer à l'emprunt précédent.

La dette financière nette consolidée s'établit à 450 millions d'euros après prise en compte de la trésorerie nette de 104 millions d'euros et des dépôts de garantie (6 millions d'euros de dépôts au 30 juin 2014). Elle est également en hausse par rapport au 31 décembre 2013 où elle s'élevait à 410 millions d'euros.

Avec un levier dette nette/EBITDA de 3,7x et une position de trésorerie consolidée de 110 millions d'euros (y compris 6 millions d'euros de dépôts de garantie), Albioma conserve, après sa première acquisition au Brésil, des moyens conséquents pour la poursuite de son développement.

2.4. PERSPECTIVES ET OBJECTIFS

L'excellent démarrage de la centrale Biomasse Thermique au Brésil et la bonne dynamique de croissance des projets permettent de confirmer les objectifs d'EBITDA et de résultat net part du Groupe pour 2014 et 2016.

<i>En millions d'euros</i>	2014	2016
EBITDA	123-126	160-163
RNPG	33-35	40-42

3. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FI- NANCIÈRE SEMESTRIELLE 2014

PricewaterhouseCoopers Audit

63 rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

Mazars

Tour Exaltis – 61 rue Henri Regnault
92400 Courbevoie

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Albioma, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2014 au 30 juin 2014, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur :

- le changement de méthode de consolidation de certaines entités exposé dans la note 2.2 aux états financiers résultant de l'application d'IFRS 10 « États financiers consolidés » et d'IFRS 11 « Partenariats » ;
- le changement de présentation comptable exposé dans la note 2.3 aux états financiers relatif au reclassement en résultat opérationnel de la quote-part de résultat net des sociétés mises en équivalence.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

FAIT À NEUILLY-SUR-SEINE ET COURBEVOIE, LE 23 JUILLET 2014.

LES COMMISSAIRES AUX COMPTES,

PRICEWATERHOUSECOOPERS AUDIT
JEAN-CHRISTOPHE GEORGHIOU

MAZARS
MANUELA BAUDOIN-REVERT

4. COMPTES CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS AU 30 JUIN 2014

A. COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ RÉSUMÉ

<i>En milliers d'euros</i>	Note	Premier semestre 2014	Premier semestre 2013 retraité
Chiffre d'affaires	5	166 724	183 493
Achats (variation des stocks incluse)		(55 675)	(72 038)
Frais de logistique		(4 840)	(6 117)
Charges de personnel	6	(18 623)	(16 743)
Autres charges d'exploitation	7	(29 441)	(27 979)
Dotations aux amortissements des contrats de vente d'électricité		(2 270)	(2 276)
Dotations aux amortissements et aux provisions		(18 016)	(18 148)
Autres charges et produits opérationnels		5 038	11 104
Quote-part du résultat net des entreprises associées et co-entreprises	15	895	1 172
Résultat opérationnel		43 792	52 468
Coût de l'endettement financier	9	(10 858)	(11 827)
Autres produits financiers	10	405	392
Autres charges financières	10	(491)	(357)
Résultat avant impôt		32 848	40 676
Charge d'impôt	11	(10 105)	(14 882)
Résultat net de l'exercice des activités poursuivies		22 743	25 794
Résultat net des activités destinées à être cédées		0	5 617
Résultat net de l'ensemble consolidé		22 743	31 411
Résultat des activités poursuivies revenant :			
• aux actionnaires d'Albioma	20	20 713	22 583
• aux intérêts ne conférant pas le contrôle	20	2 030	3 211
Résultat net de l'ensemble consolidé revenant :			
• aux actionnaires d'Albioma	20	20 713	28 200
• aux intérêts ne conférant pas le contrôle	20	2 030	3 211
Résultat par action de base et dilué des activités poursuivies	20	0,712	0,791
Résultat par action de base et dilué de l'ensemble consolidé	20	0,712	0,987

Les notes font partie intégrante des états financiers résumés.

Le compte de résultat du premier semestre 2013 a été retraité afin d'intégrer l'effet de l'application des normes IFRS 10 « États financiers consolidés » et IFRS 11 « partenariats » tel que décrit en note 2.2 « Méthodes comptables » ainsi que le reclassement en résultat opérationnel de la quote-part de résultat net des entreprises associées tel que décrit en note 2.3 « Principe de présentation de l'information semestrielle ».

B. ÉTAT DE RÉSULTAT GLOBAL

L'état du résultat global présente le résultat de la période ainsi que les produits et charges de la période directement comptabilisés en capitaux propres en application des normes IFRS.

L'état du résultat global présente le résultat de la période ainsi que les produits et charges de la période directement comptabilisés en capitaux propres en application des normes IFRS.

<i>En milliers d'euros</i>	Premier semestre 2014	Premier semestre 2013 retraité
Résultat net de l'ensemble consolidé	22 743	31 411
Différences de conversion	985	(235)
Couvertures de flux de trésorerie	(11 125)	9 483
Impôts différés liés aux couvertures de flux de trésorerie	3 828	(3 254)
Écarts actuariels liés aux avantages postérieurs à l'emploi	(901)	
Impôts différés sur écarts actuariels liés aux avantages postérieurs à l'emploi	300	
Éléments recyclables par résultat	(6 913)	5 994
Résultat global de l'ensemble consolidé	15 830	37 405
Revenant :		
• aux actionnaires d'Albioma	14 066	33 739
• aux intérêts ne conférant pas le contrôle	1 764	3 666

Le compte de résultat du premier semestre 2013 a été retraité afin d'intégrer l'effet de l'application des normes IFRS 10 « États financiers consolidés » et IFRS 11 « Partenariats » tel que décrit en note 2.2 « Méthodes comptables » ainsi que le reclassement en résultat opérationnel de la quote-part de résultat net des entreprises associées tel que décrit en note 2.3 « Principe de présentation de l'information semestrielle ».

Outre l'évolution du résultat de la période, l'évolution du résultat global provient essentiellement de l'impact de la diminution des taux d'intérêts sur la valorisation à leur juste valeur des instruments de couverture de flux de trésorerie (*swaps* de taux d'intérêts).

C. BILAN CONSOLIDÉ RÉSUMÉ

Actif

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	30 juin 2014	31 décembre 2013 retraité
Actifs non courants			
Écarts d'acquisition	12	15 621	11 300
Immobilisations incorporelles	13	91 689	92 916
Immobilisations corporelles	14	804 480	755 925
Actifs financiers non courants	16	6 156	6 210
Participations dans les entreprises associées et co-entreprises	15	23 355	27 045
Impôts différés actifs		15 037	14 681
Total des actifs non courants		956 339	908 077
Actifs courants			
Stocks et en cours	18	48 595	46 469
Clients	17	39 105	37 057
Autres actifs d'exploitation courants	19	33 310	26 500
Trésorerie et équivalents de trésorerie	16	103 935	104 496
Total des actifs courants		224 944	214 522
Total de l'actif		1 181 283	1 122 599

Les notes font partie intégrante des états financiers résumés.

Le bilan de l'exercice clos au 31 décembre 2013 a été retraité afin d'intégrer l'effet de l'application des normes IFRS 10 « États financiers consolidés » et IFRS 11 « Partenariats » tel que décrit en note 2.2 « Méthodes comptables ».

Passif

<i>En milliers d'euros</i>	Note	30 juin 2014	31 décembre 2013 retraité
Capitaux propres part du groupe			
Capital	20	1 123	1 123
Primes		23 191	23 191
Réserves		287 613	270 131
Réserves de conversion		(7 028)	(8 013)
Résultat de l'exercice		20 713	42 596
Total des capitaux propres du groupe		325 611	329 028
Intérêts ne conférant pas le contrôle		61 342	64 611
Total des capitaux propres		386 953	393 639
Passifs non courants			
Avantages au personnel		16 900	14 425
Provisions pour risques	22	7 068	7 205
Impôts différés passifs		63 521	66 729
Dettes financières non courantes	21	519 687	471 544
Instruments dérivés non courants	23	39 348	28 375
Total des passifs non courants		646 525	588 278
Passifs courants			
Fournisseurs	24	39 243	43 765
Dettes fiscales et sociales	26	27 498	28 355
Dettes financières courantes	21	40 308	48 452
Autres passifs d'exploitation courants	25	40 756	20 111
Total des passifs courants		147 805	140 682
Total du passif		1 181 283	1 122 599

Les notes font partie intégrante des états financiers résumés.

Le bilan de l'exercice clos au 31 décembre 2013 a été retraité afin d'intégrer l'effet de l'application des normes IFRS 10 « États financiers consolidés » et IFRS 11 « Partenariats » tel que décrit en note 2.2 « Méthodes comptables ».

D. TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

<i>En milliers d'euros</i>	Capital	Primes	Réserves et résultats	Couverture de flux de trésorerie	Écart de conversion	Capitaux propres part du groupe	Intérêts ne conférant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Capitaux propres au 31 décembre 2012	1 102	16 657	302 906	(24 053)	(7 415)	289 197	63 654	352 850
Distributions de dividendes			(16 861)			(16 861)	(4 962)	(21 823)
Stock-options et actions de performance			122			122		122
Effet des variations de périmètre et autres mouvements			(8)			(8)	130	123
Actions propres			(380)			(380)		(380)
Total des transactions avec les actionnaires			(17 127)			(17 127)	(4 832)	(21 959)
Variation de la différence de conversion					(235)	(235)		(235)
Variation de juste valeur sur dérivés de couverture				5 774		5 774	455	6 229
<i>Sous-total éléments comptabilisés en capitaux propres</i>				5 774	(235)	5 539	455	5 994
Résultat de la période			28 200			28 200	3 211	31 411
Total profits et pertes de la période			28 200	5 774	(235)	33 739	3 666	37 405
Capitaux propres au 30 juin 2013	1 102	16 657	313 980	(18 279)	(7 650)	305 809	62 487	368 296
Capitaux propres au 31 décembre 2013	1 123	23 191	329 538	(16 811)	(8 013)	329 028	64 611	393 638
Distributions de dividendes ¹			(17 527)			(17 527)	(4 898)	(22 425)
Stock-options et actions de performance			196			196		196
Transactions entre actionnaires et autres mouvements			(158)			(230)	(134)	(364)
Actions propres			7			7		7
Total des transactions avec les actionnaires			(17 482)			(17 482)	(5 032)	(22 514)
Variation de la différence de conversion					985	985		985
Variation des écarts actuariels			(539)			(539)	(62)	(601)
Variation de juste valeur sur dérivés de couverture				(7 093)		(7 093)	(204)	(7 297)
<i>Sous-total éléments comptabilisés en capitaux propres</i>			(539)	(7 093)	985	(6 647)	(266)	(6 913)
Résultat de la période			20 713			20 713	2 030	22 743
Total profits et pertes de la période			20 174	(7 093)	985	14 066	1 764	15 830
Capitaux propres au 30 juin 2014	1 123	23 191	332 230	(23 904)	(7 028)	325 612	61 342	386 954

Notes

- L'Assemblée Générale des actionnaires d'Albioma a décidé d'offrir à chaque actionnaire la possibilité d'opter à hauteur de la moitié du dividende distribué dont le montant total est fixé à 0.60 euro par action, pour un paiement soit en numéraire soit en actions nouvelles.

E. TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

<i>En milliers d'euros</i>	Premier semestre 2014	Premier semestre 2013 retraité
Activités opérationnelles :		
Résultat net des activités poursuivies	20 713	22 583
Intérêts ne conférant pas le contrôle	2 030	3 211
Ajustements		
• Dotations aux amortissements et aux provisions	20 640	22 742
• Variation des impôts différés	(695)	(271)
• Résultat des entreprises associées net des dividendes reçus	297	1 001
• Plus ou moins-values de cession	(278)	(13)
• Autres éléments sans impact sur la trésorerie	196	116
• Produits financiers capitalisés		(169)
• Coût de l'endettement financier	10 858	11 837
• Charge d'impôt courant de l'exercice	10 800	13 892
Capacité d'autofinancement	64 561	74 929
Effet de la variation du besoin en fonds de roulement	(8 894)	(6 596)
Impôt décaissé	(17 290)	(10 276)
Flux net de trésorerie généré par les activités opérationnelles	38 377	58 057
Opérations d'investissement :		
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	(16 590)	(13 487)
Augmentation des immobilisations financières	(82)	
Prix de cessions et diminutions d'actifs financiers	48	445
Acquisition/cession de filiales sous déduction de la trésorerie acquise/cédée	(38 781)	18 189
Flux net de trésorerie généré par les activités d'investissement	(55 405)	5 147
Opérations de financement :		
Variation des titres d'auto-détention		(498)
Émissions ou souscriptions d'emprunts et dettes financières	99 118	14 978
Coût de l'endettement financier	(10 858)	(11 837)
Remboursements d'emprunts et dettes financières	(72 790)	(59 294)
Autres éléments		(5 076)
Flux net de trésorerie généré par les activités de financement	15 470	(61 727)
Effet du change sur la trésorerie et autres variations	1 044	
Variation nette de la trésorerie	(514)	1 477
Trésorerie et équivalents de trésorerie nettes à l'ouverture	104 349	78 714
Trésorerie et équivalents de trésorerie nettes à la clôture	103 835	80 191
Variation de trésorerie	(514)	1 477
Trésorerie	33 092	45 835
Équivalents de trésorerie	70 843	34 390
<i>Sous-total trésorerie</i>	<i>103 935</i>	<i>80 224</i>
Concours bancaires courants	(100)	(34)
Trésorerie nette	103 835	80 191

Les notes font partie intégrante des états financiers résumés. Le bilan de l'exercice clos au 31 décembre 2013 a été retraité afin d'intégrer l'effet de l'application des normes IFRS 10 « états financiers consolidés » et IFRS 11 « partenariats » tel que décrit en note 2.2 « Méthodes comptables ».

F. NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS

Fort d'un savoir-faire unique développé à partir de la bagasse (coproduit de la canne à sucre), Albioma produit de l'énergie électrique en valorisant par cogénération toutes les formes de biomasse.

En complément, Albioma développe et exploite des projets solaires ainsi que de méthanisation.

Albioma SA est immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 775 667 538. Son siège social est situé Tour Opus 12, 77 esplanade du Général de Gaulle, 92081 Paris La Défense.

Les comptes consolidés semestriels résumés d'Albioma sont présentés en milliers d'euros et ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 22 juillet 2014.

1. FAITS MARQUANTS DE LA PÉRIODE

1.1. FRANCE – ACTIVITÉ BIOMASSE THERMIQUE

Conditions d'exploitation des centrales

Le taux de disponibilité est légèrement dégradé par rapport au premier semestre 2013 (87,6 % comparé à 89,9 %) du fait d'incidents techniques survenus sur les tranches 2 des centrales de Bois-Rouge et du Moule. Du fait de l'indisponibilité de la centrale du Moule, l'arrêt de Albioma Caraïbes, initialement prévu au mois de mai a été reporté sur le second semestre.

À la Martinique, le taux d'appel de la centrale de pointe du Galion est revenu à des niveaux normaux (16,3 % comparé à 37,1 % sur le premier semestre 2013) suite à la mise en service de nouvelles installations par EDF sur la fin de l'année 2013.

Évolution du contexte économique et réglementaire

Le prix du charbon a diminué de 12 % par rapport au premier semestre de l'année précédente. Il est ainsi passé en moyenne pour le Groupe de 88 euros/tonne au premier semestre 2013 à 77 euros/tonne au premier semestre 2014. Ce mouvement a impacté défavorablement le chiffre d'affaires du Groupe (-3,8 millions d'euros) mais reste sans effet direct sur la marge du fait de l'indexation contractuelle du prix de vente de l'électricité sur le coût du combustible.

Concernant le CO₂, un accord conclu au cours du premier semestre 2014 avec EDF acte la suppression de la franchise pour Albioma Caraïbes. Les contrats entre toutes les centrales thermiques des DOM et EDF assurent donc désormais une refacturation mensuelle à EDF des coûts résultant des achats de quotas à effectuer sur le marché, hors les éventuelles commissions de transaction et après rétrocession des quotas gratuits acquis dans le cadre de leur activité de cogénération. Un arrêté ministériel du 24 janvier 2014 a en effet désigné les centrales de Bois Rouge, du Gol et du Moule comme attributaires de quotas de CO₂ gratuits pour la période 2013-2020 de par leur activité de cogénération (dont 290 000 tonnes au titre des exercices 2013 et 2014).

Suite aux nouvelles dispositions réglementaires du 1^{er} juillet 2012 relatives aux sites ICPE (Installations Classées pour la Protection de l'Environnement), le Groupe a constitué au 30 juin 2014 des dépôts auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations au titre des garanties financières destinées à assurer la mise en sécurité du site, l'évacuation le traitement des produits et déchets dangereux des 5 centrales thermiques existantes pour 0,1 million d'euros (représentant 20 % du coût, le reste devant être doté à hauteur de 20 % par an pendant les quatre années suivantes). Le montant de ces garanties financières figure en engagements hors bilan.

1.2. FRANCE ET EUROPE DU SUD – ACTIVITÉ PHOTOVOLTAÏQUE

Conditions d'exploitation des centrales

La production d'électricité photovoltaïque est en hausse de 2 % à 46,9 GWh. Les centrales de l'Océan Indien et de la Guyane ont bénéficié d'excellentes conditions d'ensoleillement et de fonctionnement.

Suite à l'incendie survenu le 6 novembre 2013, le poste technique 2 de Lasalle a été remis en service le 21 février 2014 et l'installation est à nouveau pleinement opérationnelle.

Évolution du contexte économique et réglementaire

En Espagne, le Décret Royal relatif aux tarifs de l'électricité photovoltaïque a été révisé le 10 juin 2014. La nouvelle loi fixe un chiffre d'affaires par installation afin de délivrer une rentabilité « raisonnable », en fonction de la taille globale de l'installation, de la date de mise en service et de la localisation géographique. En outre un coefficient a été introduit visant à étaler le déficit de production électrique du marché espagnol, et permettant à l'État espagnol de ne payer qu'une partie de la production reçue, le solde étant payé sous un délai de 6 mois à 2 ans. Ce nouveau Décret devrait avoir un effet marginal sur la rentabilité des installations basées en Espagne.

1.3. FRANCE – ACTIVITÉ BIOMÉTHANISATION

La centrale Tiper Méthanisation, basée à Thouars dans les Deux-Sèvres, et la centrale Cap'ter Méthanisation à Saint-Varent dans les Deux-Sèvres, poursuivent leur montée en charge avec pour objectif d'atteindre une pleine puissance au deuxième semestre 2014.

1.4. BRÉSIL

Acquisition de Rio Pardo Termoelétrica

Albioma a acquis en mars 2014 la société Rio Pardo Termoelétrica, une unité de cogénération située dans l'État de Sao Paulo. La centrale, implantée sur une zone très favorable à la culture de la canne à sucre, fonctionne toute l'année avec la bagasse récoltée sur 9 mois. Cette unité, mise en service en 2009, possède des équipements robustes et affiche une puissance installée de 60MW comparable à celles des autres centrales du Groupe. Elle est adossée à une sucrerie qui traite aujourd'hui 2,1 millions de tonnes de canne à sucre par an, garantissant ainsi l'approvisionnement en bagasse de la centrale tout au long de l'année. L'expertise unique d'Albioma permettra d'améliorer fortement l'efficacité énergétique de l'outil existant qui exportera à terme 160 GWh d'électricité vers le réseau par an.

L'acquisition de 100 % des actions de l'unité de cogénération a été finalisée le 31 mars 2014. Cette opération, financée à 50 % en dette locale et le reste en fonds propres, apporte une contribution positive tant au niveau de l'EBITDA que du résultat net part du Groupe dès le premier semestre 2014.

Conditions d'exploitation de la centrale

L'installation a été prise en main par les équipes d'Albioma à compter du 31 mars et a rapidement démarré afin de pouvoir accompagner le début de la campagne sucrière débutée le 23 avril ainsi que la montée en charge de la sucrerie.

Afin de sécuriser une partie des revenus de la centrale, des contrats ont été conclus avec des industriels à des prix définis à l'avance et ce pour le second semestre 2014, et les années 2015 et 2016.

Holding

Suite à la signature d'un accord transactionnel, le litige avec un fournisseur portant sur la fourniture de panneaux photovoltaïques aux sociétés du Groupe Albioma dans le cadre de projets datant de 2007 est désormais clos.

Albioma a annoncé le placement privé d'une émission obligataire « Euro PP » d'un montant total de 80 millions d'euros à échéance décembre 2020, assortie d'un coupon annuel de 3,85 %. Cette opération a permis de refinancer dans de très bonnes conditions la dette *corporate* long terme existante arrivant à échéance en février 2015, d'allonger significativement sa maturité et de diversifier les sources de financement du Groupe au service de la stratégie de croissance ambitieuse des prochaines années. Les obligations ont été émises au bénéfice d'investisseurs institutionnels européens. Simultanément Albioma a renouvelé ses lignes de financements bancaires court terme sous forme d'un crédit renouvelable confirmé de 40 millions d'euros.

2. BASES DE PRÉPARATION DES COMPTES ET MÉTHODES COMPTABLES

2.1. BASES DE PRÉPARATION

Les comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2014 sont établis conformément à la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire » qui permet de présenter une sélection de notes explicatives. S'agissant de comptes résumés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS et doivent donc être lus conjointement avec les états financiers consolidés annuels au 31 décembre 2013 établis selon les normes IFRS.

2.2. MÉTHODES COMPTABLES

Les principes comptables retenus pour la préparation des comptes consolidés semestriels sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 30 juin 2014 qui sont disponibles sur le site :

http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm

Les principes comptables retenus pour l'élaboration des comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2014 sont identiques à ceux retenus pour l'élaboration des comptes consolidés annuels au 31 décembre 2013 et détaillés dans les comptes consolidés publiés à cette date. Aucun changement de méthode comptable n'a été enregistré au titre des comptes consolidés intermédiaires résumés clos au 30 juin 2014 à l'exception de ceux décrits ci-après.

Les nouveaux textes applicables obligatoirement aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2014 sont les suivants :

- IFRS 10 « États financiers consolidés » ;
- IFRS 11 « Partenariats » ;
- IFRS 12 « Informations à fournir sur les intérêts détenus par d'autres entités » ;
- Amendements à IAS 27 « Etats financiers consolidés et individuels » et IAS 28 « Participations dans des entreprises associées et des coentreprises » ;
- Amendements à IFRS 10, IFRS 11 et IFRS 12 portant sur les modalités de transition ;
- Amendements à IAS 36 « Dépréciation d'actifs » ;
- Amendements à IAS 39 « Instruments financiers » et IAS 32 « Instruments financiers » modalités de présentation.

La mise en œuvre d'IFRS 11 « Partenariats » et IFRS 10 « États financiers consolidés » a eu pour effet de changer la méthode de consolidation des entités Albioma Power Alliance et Quantum Caraïbes. Ces entités, antérieurement consolidées par intégration proportionnelle, revêtent la définition de coentreprises au sens d'IFRS 11 et doivent en conséquence être consolidées selon la méthode de la mise en équivalence. Conformément à IAS 8 « Changement de méthode, d'estimation et corrections d'erreurs », les comptes comparatifs ont été retraités. Des états de passage entre les comptes publiés et les comptes retraités sont présentés en note 31 des présents états financiers résumés.

Les autres textes ne trouvent pas à s'appliquer au groupe ou n'ont pas d'incidence significative sur les comptes semestriels consolidés du groupe au 30 juin 2014.

L'incidence sur les états financiers des textes publiés par l'IASB au 30 juin 2014 et non encore en vigueur dans l'Union Européenne est en cours d'analyse.

2.3. PRINCIPES DE PRÉSENTATION DE L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE

Changement de présentation du résultat des entreprises consolidées par mise en équivalence

Concomitamment à la mise en œuvre des normes IFRS 10 et IFRS 11, telle que présentée ci-avant et en conformité avec la Recommandation de l'Autorité des Marchés Financiers, le Groupe a pris la décision de présenter en résultat opérationnel le résultat des entreprises consolidées selon la méthode de la mise en équivalence. Ces entités exercent leur activité dans l'exploitation de centrales thermiques à l'Île Maurice ainsi que dans le domaine solaire.

Afin d'assurer la comparabilité des périodes présentées, le compte de résultat du premier semestre 2013 a été retraité selon cette nouvelle présentation. Des états de passage entre les comptes publiés et les comptes retraités sont présentés en note 31.

Méthodes d'évaluation spécifiques aux arrêtés intermédiaires

Les méthodes d'évaluation spécifiques aux arrêtés intermédiaires sont les suivantes :

- impôts sur les résultats : la charge d'impôt est calculée sur la base des résultats avant impôts ventilés par juridiction fiscale auxquels sont appliqués les taux d'imposition estimés pour l'exercice complet ;
- avantages du personnel : les charges nettes liées à ces avantages sont comptabilisées sur la base d'un prorata de la charge annuelle projetée ressortant des évaluations actuarielles réalisées à la clôture de l'exercice précédent. Les évaluations des engagements nets sont modifiées en cas d'évolution significative des conditions de marché par rapport à la clôture de l'exercice précédent, de réductions, de liquidations ou d'autres événements non récurrents significatifs.

2.4. ESTIMATIONS DE LA DIRECTION

Dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés semestriels résumés, les estimations significatives exercées par la direction sont identiques à celles décrites dans les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2013. Le Groupe estime qu'il n'y a pas d'évolution significative dans la qualification des niveaux de juste valeur telle qu'elle est présentée en note 31 des comptes consolidés publiés dans le Document de Référence de l'exercice 2013.

3. ÉVOLUTION DU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

3.1. ACQUISITION DE RIO PARDO TERMOELÉTRICA

Tel qu'exposé dans les faits marquants de la période, Albioma a procédé à l'acquisition au Brésil de la totalité des actions composant le capital de la société Rio Pardo Termoelétrica, une unité de cogénération située dans l'État de São Paulo. La centrale, implantée sur une zone très favorable à la culture de la canne à sucre, fonctionne toute l'année avec de la bagasse récoltée sur 9 mois.

Cette opération, financée à 50 % en dette locale et 50 % en fonds propres, a un impact positif sur la profitabilité d'Albioma dès l'année 2014.

La sucrerie envisage d'augmenter à terme sa capacité de traitement pour broyer jusqu'à 3 millions de tonnes de canne à sucre par an. La sucrerie dispose dans ce cadre d'une option d'extension exerçable sous condition notamment de rentabilité. Ainsi, Albioma aura l'opportunité de construire une extension de 15 MW de l'usine de cogénération pour valoriser la bagasse supplémentaire. L'investissement complémentaire à engager par Albioma serait de l'ordre de 95 millions de reals.

L'impact sur les comptes consolidés de cette opération à la date d'entrée dans le périmètre est le suivant :

	En milliers de reals	En milliers d'euros
Installations techniques	127 480	41 256
Stocks et en cours	138	45
Autres actifs d'exploitation	1	0
Dettes d'exploitation	(946)	(306)
Actif net acquis	126 673	40 994
Juste valeur de la contrepartie remise	140 284	45 399
Écart d'acquisition	13 611	4 405

Le prix d'acquisition était décaissé à hauteur de 38 millions d'euros au 30 juin 2014, le solde devant être réglé par le transfert d'une dette BNDES (Banque Nationale de Développement) actuellement portée par le cédant.

Les frais d'acquisition d'un montant de 0,6 million d'euros ont été comptabilisés en charge de la période.

Dans le cadre de cette opération, Albioma a accordé des options d'achats au profit de la sucrerie portant sur 40 % des actions composant le capital de Rio Pardo Termoelétrica d'une durée de cinq ans et à compter du 31 mars 2014.

Pendant les trois premières années, le prix d'exercice de ces options est déterminé sur la base d'un prix de référence tenant compte de l'évolution des capitaux propres de Rio Pardo Termoelétrica, d'indice d'inflation et d'une rémunération de l'actionnaire.

Au-delà de la troisième année, le prix d'exercice est déterminé sur la base d'un multiple d'EBITDA et de l'endettement net de la société à la date d'exercice de l'option.

Ces options remplissent la définition d'instruments financiers au sens d'IAS 39 « Instruments financiers » et doivent être comptabilisées au bilan du Groupe à leur juste valeur. Au 30 juin 2014, ces options ne présentent pas d'écart par rapport à leur valeur de marché et ont donc une valeur non significative.

En outre, la sucrerie bénéficie également d'option d'achat d'actions en cas de mise en œuvre d'une extension de 15 MW de l'usine de cogénération portée par une nouvelle entité créée à cet effet.

Dans le cadre de la conduite opérationnelle des activités et de la gestion des flux entre la sucrerie et Rio Pardo Termoelétrica, un consortium a été créé regroupant cette dernière et la sucrerie. Ce consortium est sous le contrôle du Groupe. Par ailleurs, la sucrerie dispose de la faculté d'acheter les installations ou les titres de la société Rio Pardo Termoelétrica pour un prix de 1 real à l'issue d'une période de 20 ans.

3.2. ACQUISITION DES ACTIONS D'ALBIOMA POWER ALLIANCE

En date du 16 avril 2014, Albioma a acquis 50 % des titres d'Albioma Power Alliance. Albioma ainsi pris le contrôle exclusif de cette société. Albioma Power-Alliance était antérieurement sous contrôle conjoint.

Cette opération conduit à une prise de contrôle d'une participation antérieurement détenue au sens d'IFRS 3R « Regroupement d'entreprises ».

Dans ce cas, cette norme prévoit un traitement en deux étapes :

- simulation de la cession des titres antérieurement détenus sur la base de la valeur de marché,
- acquisition de 100 % des titres avec allocation du prix d'acquisition à la juste valeur des actifs et des passifs de la cible.

Ce traitement a eu pour effet de générer un produit de 0,3 million d'euros en résultat de la période et un écart d'acquisition de 0,5 million d'euros affecté aux contrats de vente d'électricité de la société pour 0,8 million d'euros et aux impôts différés liés pour (0,3) million d'euros.

4. SECTEURS OPÉRATIONNELS

L'information sectorielle est présentée sur la base de l'organisation interne et du reporting utilisé par la Direction du Groupe qui reflètent les différents niveaux de risques et de rentabilité auxquels il est exposé.

Les transactions entre secteurs sont réalisées au prix de marché.

30 juin 2014

	Biomasse Thermique France	Biomasse Thermique Brésil	Biomasse Thermique Île Mau- rice	Solaire France et Europe du Sud	Holding, Bio- méthanisation et autres	Éliminations	Total
Résultat							
Produits des activités ordi- naires	140 387	5 443		20 052	842		166 724
Inter-secteurs					5 051	(5 051)	0
Produits des activités ordinaires	140 387	5 443		20 052	5 893	(5 051)	166 724
Résultat des entreprises associées			839	56			895
EBITDA¹	42 046	3 002	839	17 277	917		64 081
Résultat opérationnel	30 118	1 902	839	10 386	547		43 792
Charges et produits finan- ciers							(10 944)
Charge d'impôts							(10 105)
Résultat net de l'exercice							22 743
Autres informations							
Investissements corporels et incorporels	8 145	136		3 219	4 329		15 829
Dotations aux amortisse- ments et dépréciations	(11 903)	(519)		(6 888)	(243)		(19 553)

30 juin 2013

	Biomasse Thermique France	Biomasse Thermique Ile Maurice	Solaire France et Europe du Sud	Holding, Biomé- tha-nisation et autres	Éliminations	Total
Résultat						
Produits des activités ordi- naires	162 984		18 877	1 632		183 493
Inter-secteurs				5 480	(5 480)	0
Produits des activités ordinaires	162 984		18 877	7 112	(5 480)	183 493
Résultat des entreprises associées		1 060	112			1 172
EBITDA¹	62 652	1 060	14 796	(3 125)		75 383
Résultat opérationnel	49 234	1 060	6 556	(4 381)		52 468
Charges et produits finan- ciers						(11 792)
Charge d'impôts						(14 882)
Résultat net de l'exercice des activités poursuivies						25 794
Résultat des activités aban- données - Eolien						5 617
Résultat net de l'exercice						31 411
Autres informations						
Investissements corporels et incorporels	3 721		896	3 633		8 250
Dotations aux amortisse- ments et dépréciations	(12 328)		(8 032)	(172)		(20 532)

Notes

- EBITDA : Résultat opérationnel (y compris résultat des entreprises associées et co entreprises) avant dotation aux amortissements et aux provisions net des reprises.

5. PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES

Les produits des activités ordinaires consolidés s'analysent comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	Premier semestre 2014	Premier semestre 2013 retraité
Ventes d'électricité et de vapeur	165 889	182 306
Prestations de services	835	1 632
Produits des activités ordinaires	166 724	183 937

6. CHARGES DE PERSONNEL

Les charges de personnel du premier semestre 2014 intègrent les cotisations sociales non récurrentes dues suite à l'attribution conditionnelle d'actions gratuites pour 0.9 million d'euros telle que décrite en note 30 aux présents états financiers résumés. Cette cotisation est supportée lors de l'attribution initiale des actions gratuites et indépendamment de l'atteinte effective des conditions de performance. Ainsi, elle ne peut être étalée sur la période d'atteinte des conditions de performance.

7. CHARGES D'EXPLOITATION

Frais de logistique

Les frais de logistique et de traitement du premier semestre 2014 intégraient le surcoût lié au traitement des sous-produits de combustion faisant suite à l'arrêté ministériel du 28 octobre 2010 sur les déchets inertes et aux discussions avec la Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du logement (DEAL).

Autres charges d'exploitation

Les autres charges d'exploitation comprennent toutes les dépenses à l'exception des achats, des frais de logistique, les charges de personnel. Elles intègrent aussi les charges et produits liés aux quotas de CO₂.

L'évolution des autres charges d'exploitation du premier semestre 2014 comparée à celle du premier semestre 2013 provient notamment des surcoûts liés aux incidents techniques intervenus sur les centrales de Bois-Rouge et du Moule.

8. AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNELS

Les autres produits et charges opérationnels s'analysent de la manière suivante :

<i>En milliers d'euros</i>	Premier semestre 2014	Premier semestre 2013 retraité
Autres produits	5 895	19 777
Autres produits opérationnels	5 895	19 777
Dépréciation de projets et d'actifs		(1 500)
Provisions pour litiges		(1 000)
Autres charges	(857)	(6 173)
Autres charges opérationnelles	(857)	(8 673)
Total des autres produits et charges opérationnels	5 038	11 104

Les autres produits du premier semestre 2014 intègrent essentiellement des indemnités reçues de fournisseurs dans le cadre de règlement d'un différend.

Pour la période close au 30 juin 2013, les autres produits intégraient notamment la compensation rétroactive sur trois ans prévue dans les accords conclus avec EDF. Les autres charges intégraient principalement les effets induits par ces régularisations ainsi que des indemnités transactionnelles rétroactives. Cette ligne inclut également les coûts liés au changement de nom du Groupe.

9. COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER

Les différentes composantes constituant le coût de l'endettement financier sont les suivantes :

<i>En milliers d'euros</i>	Premier semestre 2014	Premier semestre 2013 retraité
Frais financiers sur dettes financières	(6 651)	(6 669)
Frais financiers sur crédit-baux	(4 207)	(5 158)
Coût de l'endettement financier	(10 858)	(11 827)

La variation des frais financiers est essentiellement liée à la diminution de l'encours de dettes ainsi qu'à la baisse des taux d'intérêts pour les dettes à taux variable non couvertes. Le montant des charges d'intérêts comptabilisées au titre des *swaps* s'est élevé à 3,9 millions d'euros sur le premier semestre 2014 contre 4,1 millions d'euros au premier semestre 2013.

10. AUTRES CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS

Les autres produits financiers intègrent essentiellement les produits des placements de trésorerie et les revenus des dépôts. Les autres charges financières sont principalement composées de la charge liée à l'actualisation des avantages au personnel pour un montant de 0,2 million d'euros pour les périodes présentées.

11. IMPÔTS

La charge d'impôt sur les résultats s'analyse de la manière suivante :

<i>En milliers d'euros</i>	Premier semestre 2014	Premier semestre 2013
Charge d'impôt courant	(9 410)	(14 621)
Impôts différés	(695)	(261)
Total impôt sur les sociétés	(10 105)	(14 882)

Analyse de la charge d'impôt

Le taux d'impôt effectif se détermine comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>		Premier semestre 2014	Premier semestre 2013 retraité
Résultat opérationnel		43 792	52 468
Résultat des entreprises associées		(895)	(1 172)
Coût de l'endettement financier		(10 858)	(11 827)
Autres produits et charges financiers		(86)	35
Résultat avant impôt et part dans les sociétés mises en équivalence	(A)	31 953	39 504
Charge d'impôt	(B)	(10 105)	(14 882)
Taux d'impôt effectif (B) / (A)		31,62%	37,67%

La différence entre la charge d'impôt effective et la charge d'impôt théorique, hors contribution additionnelle, s'analyse comme suit :

	Premier semestre 2014			Premier semestre 2013 retraité		
	Base (en milliers d'euros)	Taux	Impôt (en milliers d'euros)	Base (en milliers d'euros)	Taux	Impôt (en milliers d'euros)
Charge d'impôt théorique	31 953	-33,33%	(10 650)	39 504	-33,3%	(13 167)
Quote-part de frais et charges sur dividendes	-	-0,8%	(241)	-	-0,4%	(156)
Produits non imposables		2,5%	796		0,9%	354
Abattement fiscal		0,8%	263			
Taxes sur les distributions de dividendes		-2,7%	(847)		-2,7%	(1 058)
Intérêts non déductibles (rabot fiscal)	-	-1,1%	(350)	-	-1,0%	(381)
Effet des différences de taux d'impôt et autres différences permanentes	-	2,9%	924	-	-1,2%	(474)
Charge d'impôt comptabilisée	31 953	-31,62%	(10 105)	39 504	-37,67%	(14 882)

Les effets des différences de taux d'impôt proviennent essentiellement de l'écart entre le taux de droit commun applicable à Albioma SA de 33^{1/3} % et le taux d'impôt applicable au Brésil ainsi que de la contribution additionnelle applicable à certaines entités françaises du périmètre de consolidation.

Hors effet du différentiel de taux d'impôt des activités brésiliennes, le taux effectif d'impôt du premier semestre 2014 serait de 33,8 % contre 37,67 % au premier semestre 2013.

12. ÉCARTS D'ACQUISITION

La variation des écarts d'acquisition s'analyse comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	Valeur nette
Au 31 décembre 2013	11 300
Acquisitions	4 405
Effet de la conversion	(84)
Au 30 juin 2014	15 621

L'augmentation de l'écart d'acquisition provient de l'entrée dans le périmètre de consolidation de la société Rio Parda Termoeléctrica telle que décrite au paragraphe 3.1. « Évolution du périmètre de consolidation » des présents états financiers.

Le Groupe n'a pas relevé d'indice de perte de valeur des écarts d'acquisition au 30 juin 2014.

13. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

<i>En milliers d'euros</i>	Contrats de fourniture d'électricité et de vapeur	Autres immobilisations incorporelles	Total des immobilisations incorporelles
Au 31 décembre 2013 retraité	91 615	1 301	92 916
Charge d'amortissement de la période	(2 270)	(147)	(2 417)
Augmentations		273	273
Effet des variations de périmètre	833		833
Reclassements		84	84
Au 30 juin 2014	90 178	1 511	91 689

La variation des immobilisations incorporelles est essentiellement liée à l'amortissement des contrats de vente d'électricité acquis ainsi qu'à la comptabilisation des contrats de vente d'électricité d'Albioma Power Alliance consécutivement à la prise de contrôle de cette dernière.

14. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

<i>En milliers d'euros</i>	Installations en service	Immobilisations en cours	Total
Au 31 décembre 2013 – Retraité	718 319	37 606	755 925
Acquisitions	2 534	13 021	15 555
Charge d'amortissement de la période	(17 136)		(17 136)
Reprise de dépréciation		452	452
Reclassement	15 024	(15 048)	(24)
Écart de conversion	2 000		2 000
Variation de périmètre	47 708		47 708
Au 30 juin 2014	768 449	36 031	804 480

Les augmentations d'immobilisations du premier semestre portent essentiellement sur des dépenses d'amélioration des centrales thermiques et de développement des projets de méthanisation.

Les reclassements incluent essentiellement l'effet des mises en service des installations de Tiper et de Cap'ter dans le secteur de la Biométhanisation intervenues à la fin du mois de juin 2014.

La ligne « Variation de périmètre » intègre l'effet de l'entrée dans le périmètre de consolidation de la société Rio Pardo Termoeléctrica et de la prise de contrôle d'Albioma Power Alliance.

15. PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES ASSOCIÉES ET LES CO-ENTREPRISES

La variation des participations dans les entreprises associées et co-entreprises s'analyse comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2014	31 décembre 2013 retraité
Montant en début de période retraité	27 045	26 661
Dividendes versés	(2 547)	(2 011)
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	895	3 020
Effet des variations de périmètre	(1 662)	
Écart de conversion sur les participations mauriciennes	(376)	(625)
Montant en fin de période	23 355	27 045

16. ACTIFS FINANCIERS

Actifs financiers non courants

Le dépôt à terme donne lieu à des intérêts qui sont capitalisés.

<i>En milliers d'euros</i>	Note	30 juin 2014	31 décembre 2013 retraité
Dépôts à terme		5 458	5 246
Titres non consolidés		246	258
Prêts à plus d'un an		327	435
Instruments Financiers	22	125	277
Total		6 156	6 216

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie brute se décompose comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2014	31 décembre 2013 retraité
Titres de placement	70 843	66 367
Trésorerie	33 092	38 129
Total	103 935	104 496

Les équivalents de trésorerie sont composés de dépôts à terme et de SICAV monétaires immédiatement disponibles dont les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat.

17. CLIENTS ET COMPTES RATTACHÉS

Au 30 juin 2014, les créances clients s'élevaient à 39,1 millions d'euros contre 37,1 millions d'euros au 31 décembre 2013.

18. STOCKS

Les stocks s'analysent comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2014	31 décembre 2013 retraité
Stocks en valeur brute		
Matières premières / Combustibles	16 219	15 368
Pièces de rechange non stratégiques	33 033	31 948
Autres stocks en cours	930	786
Total stocks en valeur brute	50 182	48 102
Dépréciation des stocks		
Pièces de rechange non stratégiques	(1 587)	(1 587)
Total dépréciation des stocks	(1 587)	(1 587)
Stocks en valeur nette		
Matières premières / Combustibles	16 219	15 368
Pièces de rechange non stratégiques	31 446	30 361
Autres stocks en cours	930	786
Total stocks en valeur nette	48 595	46 515

19. AUTRES ACTIFS COURANTS

Les autres actifs courants s'analysent comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2014	31 décembre 2013 retraité
Créances fiscales et sociales	15 577	16 082
Créances d'impôt courant	6 323	2 210
Charges constatées d'avance	2 903	469
Autres débiteurs	8 507	7 739
Total	33 310	26 500

20. CAPITAL ET ACTIONS POTENTIELLES

20.1. CAPITAL SOCIAL

Aucune option n'a été exercée au cours du semestre. Le nombre d'actions d'auto détention détenues par Albioma dans le cadre du contrat de liquidité est de 59 516.

20.2. PLANS D' ACTIONS GRATUITES ET STOCKS OPTIONS

La charge comptabilisée en résultat au titre des plans existants au 30 juin 2014 s'élève à 193 milliers d'euros.

En date du 27 mai 2014, le Conseil d'administration a attribué des actions gratuites dont les caractéristiques sont les suivantes :

- plan « Comité de Direction » de 430 000 actions réparties en deux tranches, tranche A d'un tiers des actions et tranche B de deux tiers des actions :
 - conditions d'attribution sur la base de l'évolution du cours de bourse (cours de référence : moyenne mobile 6 mois) et de présence à la date d'attribution ;
 - tranche A : variation du cours de bourse de référence de 20 % à un quelconque moment de la période de référence ;
 - tranche B : variation du cours de bourse de référence supérieure à 20 % pendant la période d'acquisition ; dès lors, si la variation est inférieure à 60%, le nombre d'actions définitivement acquises sera déterminé par interpolation linéaire ; si la variation est égale ou supérieure à 60 %, les actions de la tranche B seront définitivement acquises en totalité ;
 - période d'acquisition : 2014-2017 répartie en deux sous périodes 2014-2016 et 2016-2017 ;
 - période de conservation de deux ans et conservation prolongée pour 25 % des actions attribuées au Directeur général ou Président-Directeur général jusqu'à la date de cessation d'activité ;
- plan « Salariés » de 256 000 actions réparties en deux tranches A et B de 128 000 actions chacune ; l'attribution définitive est soumise à des conditions de performance internes au Groupe ainsi que de présence à la date d'attribution définitive :
 - tranche A : taux de disponibilité supérieur à 91,5 % sur la période 2014-2016 ;
 - tranche B : l'EBITDA consolidé 2016 atteint un niveau strictement supérieur à 153,5 millions d'euros, le nombre d'actions attribuées étant déterminé par interpolation linéaire en fonction du niveau atteint de l'EBITDA consolidé 2016 au sein d'une plage d'EBITDA consolidé 2016 de 153,5 millions d'euros à 169,5 millions d'euros ;
 - période d'acquisition 2014-2016.

En application d'IFRS 2 « Paiements en actions », la juste valeur de ce plan a été estimée à 3,2 millions d'euros sur la base des hypothèses suivantes :

Durée de vie de l'attribution conditionnelle	2,8 ans à 3 ans
Volatilité	26%
Taux de prêts / emprunts de titres	7,5%
Dividendes	Taux de rendement attendu estimé selon une approche prospective, sur la base de la politique de distribution communiquée par le Groupe

La charge IFRS 2 comptabilisée sur le premier semestre 2014 au titre de ce plan d'est pas significative. Les cotisations dues à la date d'attribution initiale ont été enregistrées en charges de personnel de la période pour un montant de 0,9 million d'euros.

20.3. NOMBRE D' ACTIONS

Au 30 juin 2014, le capital est composé de 29 167 899 actions de nominal 0,0385 euro entièrement libérées.

Calcul de l'effet dilutif

Les actions dont l'acquisition est conditionnelle n'ont pas été incluses dans le calcul du résultat dilué par action des premiers semestres 2013 et 2014, les conditions d'acquisition de ces actions n'étant pas remplies à la date d'arrêt des périodes considérées.

	30 juin 2014	30 juin 2013
Nombre moyen pondéré d'actions	29 109 045	28 563 147
Effet dilutif		-
Nombre moyen pondéré d'actions dilué	29 109 045	28 563 147
Ensemble consolidé		
Le résultat net part du Groupe par action avant et après effet dilutif s'établit ainsi (en milliers d'euros) :	20 713	28 200
Résultat net sur nombre moyen pondéré d'actions (en euros)	0,712	0,987
Résultat net sur nombre moyen pondéré dilué d'actions (en euros)	0,712	0,987
Activités poursuivies		
Le résultat net part du Groupe par action avant et après effet dilutif s'établit ainsi (en milliers d'euros) :	20 713	22 583
Résultat net sur nombre moyen pondéré d'actions (en euros)	0,712	0,791
Résultat net sur nombre moyen pondéré dilué d'actions (en euros)	0,712	0,791
Activités abandonnées		
Le résultat net part du Groupe par action avant et après effet dilutif s'établit ainsi (en milliers d'euros) :	n/a	5 617
Résultat net sur nombre moyen pondéré d'actions (en euros)	n/a	0,197
Résultat net sur nombre moyen pondéré dilué d'actions (en euros)	n/a	0,197

20.4. DIVIDENDES

Le 27 mai 2014, l'Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire d'Albioma a décidé d'offrir à chaque actionnaire la possibilité d'opter à hauteur de la moitié du dividende distribué dont le montant total est fixé à 0.60 euro par action, pour un paiement soit en numéraire soit en actions nouvelles dans les conditions décrites ci-dessous.

Chaque actionnaire a pu ainsi opter entre :

- ou bien le paiement à hauteur de 50 % du dividende (soit 0,30 euro par action) en actions nouvelles, les autres 50 % (soit 0,30 euro par action) étant versés en numéraire,
- ou bien le paiement intégral du dividende en numéraire (soit 0,60 euro par action).

Le prix d'émission des actions nouvelles qui ont été remises en paiement dans ce cadre a été fixé à 17,44 euros. La période de souscription s'est achevée le 20 juin 2014.

À l'issue de cette période, 74 % des droits ont été exercés en faveur du paiement en actions.

L'option pour le paiement du dividende en actions s'est traduite ainsi par la création de 368 731 actions nouvelles représentant 1,2 % du capital et des droits de vote d'Albioma sur la base du nombre d'actions en circulation au 30 juin 2014 augmenté du nombre d'actions nouvelles ainsi créées.

La livraison et l'admission aux négociations sur le marché réglementé de NYSE Euronext à Paris des actions nouvelles sont intervenues le 2 juillet 2014. Le paiement du dividende en numéraire a été effectué à cette même date.

21. DETTES FINANCIÈRES

Au 30 juin 2014, les dettes financières du Groupe s'analysent comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	Dettes projet	Dette <i>corporate</i> nette des frais d'émission et autres	Total
Dettes auprès des établissements de crédit	311 419	81 739	393 158
Dettes de crédit-bail	166 837		166 837
Total	478 256	81 739	559 995
Part non courante			519 687
Part courante			40 308

Les dettes projets sont émises sur des durées allant de 15 à 25 ans en fonction de la nature de l'activité et de la durée du contrat de vente d'électricité.

La variation de la période des dettes financières se détaille comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	Dettes de crédit-bail	Emprunts bancaires et autres	Total
31 décembre 2013 retraité	175 494	344 503	519 997
Émissions d'emprunts		106 800	106 800
Remboursements	(5 423)	(67 367)	(72 790)
Effet de la conversion		1 154	1 154
Autres mouvements	(3 234)	3 234	0
Effet des variations de périmètre		4 858	4 858
Variation nette		(24)	(24)
30 juin 2014	166 837	393 158	559 995

Pour la période close au 30 juin 2014, les émissions ont principalement porté sur le refinancement de la dette *corporate* d'Albioma pour un montant de 80 millions d'euros, le financement de l'acquisition des actions de Rio Pardo Termoeléctrica de 24 millions d'euros ainsi que sur le financement des projets de Méthanisation.

La dette ITAU émise pour l'acquisition des actions Rio Pardo Termoeléctrica à une maturité de trois ans avec une possibilité de prolongation de 5 ans sur décision d'Albioma et sous condition de respect des covenants. Cette dette, libellée en réel, est à taux variable et est soumise au respect de covenants. Ces covenants portent notamment sur le respect d'un ratio minimum de 1,2 de taux de couverture du service de la dette. Albioma a accordé une garantie de maison mère au prêteur dans le cadre de l'émission de cette dette.

Les remboursements de la période intègrent le remboursement de l'ancienne dette *corporate* d'Albioma pour 53 millions d'euros ainsi que les remboursements courants des dettes projets.

Par ailleurs Albioma, disposait au 30 juin 2014 de lignes de crédit non tirées pour un montant de 40 millions d'euros.

<i>En milliers d'euros</i>	Dettes de crédit-bail	Emprunts bancaires et autres	Total
31 décembre 2012	276 073	306 681	582 754
Émissions d'emprunts		14 978	14 978
Remboursements	(9 861)	(49 568)	(59 429)
Autres mouvements	(53 967)	53 967	0
Reclassements	1 862		1 862
Variation nette		(175)	(175)
30 juin 2013	214 107	325 883	539 990

Les autres mouvements intègrent l'effet de la levée d'option et le refinancement de la tranche ALG-B.

Pour la période close au 30 juin 2013, les émissions ont principalement porté sur le financement des projets de méthanisation pour 3,4 millions d'euros, du crédit de TVA de ALG faisant suite à la levée d'option de ALG-B à hauteur de 5,1 millions d'euros et à l'émission d'une dette *corporate* complémentaire par Albioma pour un montant de 6,5 millions d'euros.

Par ailleurs Albioma, disposait au 30 juin 2013 de lignes de crédit non tirées pour un montant de 43,5 millions d'euros.

22. PROVISIONS

Pour la période clos au 30 juin 2014, la variation des provisions s'analyse comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	Provisions pour couverture de risques industriels et autres risques	Autres provisions	Total provisions non courantes
Montant au 31 décembre 2013 retraité	3 125	4 080	7 205
Dotations	581		581
Reprises liées à l'utilisation		(619)	(619)
Reclassement		(133)	(133)
Effet de la conversion	34		34
Montant au 30 juin 2014	3 740	3 328	7 068

Les dotations de la période portent essentiellement sur des litiges et contentieux.

23. INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

<i>En milliers d'euros</i>	Maturité	Notionnel en mil- lions d'euros	Justes valeurs au bilan				Imputation des variations en 2014	
			31 décembre 2013		30 juin 2014		Résul- tat	Compte transitoire dans les capitaux propres
			Actifs	Passifs	Actifs	Passifs		
Couverture de dettes à taux variables par swap de taux	2014 à 2029	300	277	(28 375)	125	(39 348)		(11 125)
Total dérivés de couverture de flux de trésore- rie		300	277	(28 375)	125	(39 348)		(11 125)

24. FOURNISSEURS

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2014	31 décembre 2013 retraité
Fournisseurs	36 872	35 393
Fournisseurs d'immobilisations	2 359	8 372
Total	39 243	43 765

La diminution des dettes vis-à-vis des fournisseurs d'immobilisation intègre l'effet de l'accord conclu avec un fournisseur en règlement d'un différend.

25. AUTRES PASSIFS COURANTS

Les autres passifs s'analysent comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2014	31 décembre 2013 retraité
Produits constatés d'avance	8 439	8 329
Dividendes à payer	22 402	
Autres créditeurs	9 915	11 782
Total	40 756	20 111

Les dettes au titre des dividendes à payer intègrent les dividendes distribués par Albioma à ses actionnaires ainsi que par les sociétés consolidées aux actionnaires hors Groupe.

26. DETTES FISCALES ET SOCIALES

Ces dettes se détaillent comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2014	31 décembre 2013 retraité
Dettes d'impôts courants	3 236	5 587
Autres dettes fiscales et sociales	24 263	22 826
Total	27 498	28 413

27. ENGAGEMENTS HORS BILAN

Engagements donnés

Au 30 juin 2014, le montant des engagements hors bilan donnés s'élève à 34,4 millions d'euros contre 37,6 millions d'euros au 31 décembre 2013.

Cette variation de 3,2 millions d'euros provient essentiellement de l'extinction en date du 8 février 2014 d'une garantie de passif de 3 millions d'euros émise dans le cadre de la cession de l'activité Éolienne à EDF Énergies Nouvelles en date du 11 février 2013.

Les engagements pris dans le cadre de l'acquisition de Rio Pardo Termoelétrica sont présentés en note 3.1. Par ailleurs, les engagements pris dans le cadre des financements ITAU au Brésil sont mentionnés en note 21 des présents états financiers résumés.

Engagements reçus

Le montant des engagements hors bilan reçus n'a pas varié de façon significative au cours du premier semestre 2014. Il s'élève à 50,9 millions d'euros contre 51,5 millions d'euros au 31 décembre 2013.

28. GESTION DES RISQUES ET DU CAPITAL

Les risques auxquels le Groupe est exposé sont présentés dans les notes aux états financiers de l'exercice clos au 31 décembre 2013.

Du fait du développement de ses activités au Brésil et des investissements réalisés au cours du premier semestre 2014, le Groupe est exposé à l'évolution de la parité euro/real. Au 30 juin 2014, l'exposition du Groupe était estimée à un montant de l'ordre de 27 millions d'euros correspondant à l'investissement en fonds propres du Groupe et au résultat de la période des entités brésiliennes. Le Groupe n'a pas identifié d'autres évolutions significatives dans les risques décrits dans le document de référence de l'exercice clos au 31 décembre ou dans les politiques de gestion des risques mises en œuvre.

29. PARTIES LIÉES

Il n'y a pas eu, au cours du premier semestre 2014, de variations significatives des transactions réalisées avec les parties liées.

30. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

En date du 2 juillet 2014, Albioma a procédé à la création et à la livraison de 368 731 actions nouvelles, émises à un prix unitaire de 17,44 euros consécutivement à l'exercice par les actionnaires du choix qui leur était offert pour le paiement de dividende.

31. ÉTATS DE PASSAGE DES COMPTES PUBLIÉS AUX COMPTES RETRAITÉS

31.1. PASSAGE DU COMPTE DE RÉSULTAT PUBLIÉ AU COMPTE DE RÉSULTAT RETRAITÉ DU PREMIER SEMESTRE 2013

<i>En milliers d'euros</i>	Premier semestre 2013 publié	Consolidation par mise en équivalence d'Albioma Power Alliance et de Quantum Carraïbes	Reclassement de la quote-part de résultat des entreprises consolidées par mise en équivalence en résultat opérationnel	Premier semestre 2013 retraité
Chiffre d'affaires	183 937	(445)		183 493
Résultat opérationnel	51 494	(86)	1 060	52 668
Charges et produits financiers	(11 812)	20		(11 792)
Quote-part de résultat net des entreprises consolidées par mise en équivalence	1 060		(1 060)	
Résultat avant impôt	40 742	(66)	0	40 676
Charge d'impôt	(14 948)	66		(14 882)
Résultat net de l'exercice	25 795	0	0	25 795

31.2. PASSAGE DU BILAN PUBLIÉ AU BILAN RETRAITÉ DE L'EXERCICE CLOS AU 31 DÉCEMBRE 2013

Actif

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2013 publié	Consolidation par mise en équiva- lence d'Albioma Power Alliance et de Quantum Ca- raïbes	31 décembre 2013 retraité
Actifs non courants			
Écarts d'acquisition	11 300		11 300
Immobilisations incorporelles	92 916		92 916
Immobilisations corporelles	761 299	(5 374)	755 925
Actifs financiers non courants	6 216	(6)	6 210
Participations dans les entreprises associées	24 138	2 907	27 045
Impôts différés actifs	14 681		14 681
Total des actifs non courants	910 549	(2 472)	908 077
Actifs courants			
Stocks et en cours	46 515	(46)	46 469
Clients	37 205	(148)	37 057
Autres actifs d'exploitation courants	26 653	(153)	26 500
Trésorerie et équivalents de trésorerie	105 062	(566)	104 496
Total des actifs courants	215 434	(912)	214 522
Total de l'actif	1 125 983	(3 384)	1 122 599

Passif

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2013 publié	Consolidation par mise en équiva- lence d'Albioma Power -Alliance et de Quantum Caraïbes	31 décembre 2013 retraité
Total des capitaux propres du Groupe	329 028		329 028
Intérêts ne conférant pas le contrôle	64 611		64 611
Total des capitaux propres	393 639		393 639
Passifs non courants			
Avantages au personnel	14 425		14 425
Provisions pour risques	7 205		7 205
Impôts différés passifs	67 405	(676)	66 729
Dettes financières non courantes	474 883	(3 339)	471 544
Instruments dérivés non courants	28 375		28 375
Total des passifs non courants	592 293	(4 015)	588 278
Passifs courants			
Fournisseurs	43 837	(72)	43 765
Dettes fiscales et sociales	28 413	(58)	28 355
Dettes financières courantes	48 737	(285)	48 452
Autres passifs d'exploitation courants	19 066	1 045	20 111
Total des passifs courants	140 052	631	140 682
Total du passif	1 125 983	(3 384)	1 122 599